

L'enseignement francophone plombé par les «écoles ghettos»

L'enseignement en Belgique reste un des plus inégalitaires parmi les pays de l'OCDE. À côté d'établissements qui misent sur l'excellence, d'autres concentrent des élèves issus de milieux défavorisés ou d'origine étrangère. Ce qui tire les résultats globaux vers le bas.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

La publication de l'enquête Pisa de l'OCDE est toujours un moment très attendu. C'est un peu comme si les pouvoirs organisateurs et les politiques recevaient leur bulletin. Cette enquête mesure en effet les performances scolaires de 72 pays, dont les 35 membres de l'organisation multilatérale basée à Paris.

Réalisée tous les trois ans, l'enquête portait cette fois-ci sur le niveau en sciences auprès des élèves de 15 ans. Accessoirement, les mathématiques et la lecture ont également été sondées. Arrêtons-nous sur les principaux enseignements de cette édition 2015.

► **La Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas loin de la moyenne de l'OCDE.** En sciences, les élèves en Belgique francophone obtiennent un score de 485 points, légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE qui

est de 493 points. Avec 489 points en mathématiques, la Fédération Wallonie-Bruxelles suit l'OCDE (490 points). Pour la lecture, l'écart est un peu plus prononcé (483 points en Fédération Wallonie-Bruxelles contre 493 points pour l'OCDE) mais n'est «pas significatif» pour autant, insiste Dominique Lafontaine, chercheuse à l'Université de Liège et qui gère le programme Pisa pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Alors pas de quoi s'inquiéter? Si, répond la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns (cdH), pour qui la stabilité observée en Belgique francophone depuis trois ans «n'est pas satisfaisante». C'est la preuve, selon elle, de «la nécessité du Pacte d'excellence» qui vient d'être approuvé par l'ensemble des acteurs de terrain.

► **La Flandre toujours loin devant.** Les résultats enregistrés par les écoles du nord du pays sont toujours aussi impressionnants: 521 points en mathématiques (le meilleur score de l'Union européenne!), 515 points en sciences et 511 en lecture. Alors que les deux réseaux d'enseignement sont très bien dotés

comparé aux autres pays de l'OCDE. Dans notre édition du 30 novembre dernier, nous avons signalé que la Belgique est le pays qui, par rapport à son PIB, investit le plus dans son enseignement: 8.558 euros par élève du secondaire par an en Flandre en 2016 et 7.334 euros côté francophone en 2014.

Dominique Lafontaine préfère pour sa part relativiser l'écart nord-sud en Belgique. Le facteur du redoublement n'est pas étranger au phénomène, selon elle. En effet, l'étude a été réalisée auprès de jeunes de 15 ans. Or à cet âge-là, 53% des élèves en Belgique francophone ont déjà doublé au moins une année. Ce qui signifie qu'à 15 ans, ils n'ont bien souvent pas le niveau pour ré-

«La stabilité observée en Belgique francophone n'est pas satisfaisante.»

MARIE-MARTINE SCHYNS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT

pondre aux questions qui leur sont soumises par le test Pisa.

► **Un enseignement très inégalitaire.** La chercheuse de l'Ulg apporte un autre bémol par rapport à l'écart que l'on observe entre la Flandre et la Belgique francophone. «Les plus gros écarts ne se manifestent pas tant entre régions qu'entre sous-régions», souligne-t-elle. Ainsi le Hainaut et Bruxelles tirent la Communauté française vers le bas, alors que le Brabant wallon tient très facilement la comparaison avec la Flandre.

De même, d'un établissement à l'autre, les différences de niveau sont énormes. C'est la preuve que l'école en Belgique accentue les inégalités plutôt que de les réduire. Tant la Flandre que la Wallonie affichent l'enseignement le plus inégalitaire de l'OCDE après le Grand-Duché et la France. Des inégalités qui sont d'abord imputables aux origines sociales et ethniques des élèves et qui génèrent les fameuses «écoles ghettos». Le même constat est valable en Flandre où la proportion d'élèves très faibles est en forte augmen-

tation. Ils sont 17% à ne pas posséder le niveau 2, c'est-à-dire les connaissances pour fonctionner normalement en société.

Marie-Martine Schyns rappelle pour sa part que les écoles dont les élèves sont issus de milieux fragilisés bénéficient d'une «politique d'encadrement différenciée». Elles reçoivent davantage de moyens financiers. Mais cela ne suffit pas pour autant. «À public scolaire comparable, certaines écoles font beaucoup mieux que d'autres. C'est qu'elles utilisent à meilleur escient les moyens qui leurs sont accordés», observe Marie-Martine Schyns. D'où l'importance, selon elle, de «promouvoir les bonnes pratiques».

► **Le niveau des filles baisse.** De manière surprenante, on note une augmentation de la proportion de filles aux performances très faibles et une réduction assez nette de la proportion de filles capables de performances complexes. Les résultats des garçons, eux, restent stables. On note la même évolution surprenante en Flandre d'ailleurs, sans qu'aucune explication valable ait pu être avancée jusqu'ici. «Nous allons étudier cette question en profondeur», a promis Schyns.

«Les plus gros écarts se manifestent entre sous-régions et entre établissements.»

DOMINIQUE LAFONTAINE
CHERCHEUSE À L'ULG

Une hypothèse, mais qui reste soumise à caution, est que les filles seraient moins à l'aise avec la manière de poser les questions. Le test PISA 2015 est entièrement informatisé et propose bon nombre de questions à choix multiple. Alors que précédemment, il y avait des questions ouvertes, où les filles pouvaient faire valoir leurs capacités rédactionnelles supérieures à celles des garçons.

Ceci étant, malgré cette baisse, les performances moyennes des filles restent largement supérieures à celles des garçons...

1

SCIENCES

DANS LA MOYENNE DE L'OCDE

La **culture scientifique** constitue la **matière phare** de cette édition 2015 de l'évaluation **Pisa**. Il s'agit d'expliquer des phénomènes de manière scientifique (48% des items), d'évaluer et de concevoir des recherches scientifiques (21% des items) et d'interpréter des données de manière scientifique (31%). Sur ces tests, les élèves de la **Fédération Wallonie-Bruxelles** ont obtenu un score de **485 points**, contre une moyenne de **493 pour l'OCDE**. «*Une différence qui n'est pas significative sur le plan statistique*», insistent les experts. La **Flandre** est à **515 points**. C'est surtout par rapport à la capacité à expliquer des phénomènes scientifiques que les élèves de la FWB accusent des lacunes. Étonnant: 8% des élèves déclarent ne **pas avoir** la moindre **branche scientifique** dans leur programme. Ils sont 6% en moyenne dans l'OCDE à être dans ce cas.

2

MATHÉMATIQUES

TRÈS LOIN DERRIÈRE LA FLANDRE

En mathématiques, les élèves **francophones** suivent la tendance générale, avec un score de **489 points** contre une moyenne **OCDE de 490 points**. En soi, ce n'est donc pas une mauvaise performance. Par rapport à la **Flandre** en revanche, **l'écart est conséquent**. Avec **521 points**, les élèves du nord du pays sont champions d'Europe, à égalité avec la Suisse. Seuls les «*tigres asiatiques*» (Singapour, Corée, Japon, Taiwan) sont devant. On notera en revanche la **très mauvaise performance des États-Unis** en mathématiques (470). Les filles font une moins bonne performance que les garçons. Une tendance que l'on observe depuis une dizaine d'années, mais qui s'était réduite en 2012. Aujourd'hui, l'écart ne diminue plus, sans que les experts puissent avancer une explication valable. La ministre a promis une enquête approfondie sur le sujet.

3

LECTURE

LES FILLES PERDENT LEUR AVANTAGE

C'est en **lecture** que les élèves de Belgique francophone accusent le **plus gros retard** par rapport à la moyenne **OCDE**: 483-493. Ces dix points ne sont cependant «*pas significatifs*», assurent les experts. Reste qu'en 2012, la Fédération Wallonie-Bruxelles était parvenue à se hisser juste au-dessus de la moyenne OCDE. Il ne faudrait pas, dès lors, que la glissade se poursuive. Plus interpellant, selon les experts, est que les **filles excellent moins** qu'auparavant. Elles restent devant les garçons, mais avec un avantage réduit de moitié. Là aussi, les experts sont perplexes. À première vue, il semble que ce soit surtout la proportion de filles aux performances très faibles en lecture qui augmente, tandis que les filles capables de performances complexes sont moins nombreuses. Les garçons, eux, restent stables. À nouveau, on note la même évolution surprenante en Flandre.

Pourquoi les pays asiatiques cartonnent

Singapour, Taiwan, Hong Kong, Macao, le Japon et la Corée du Sud truncent le haut du tableau. Un phénomène qui s'explique d'abord par la qualité du corps professoral.

Lors de la première édition en 2000 de Pisa, «*tout le monde voyageait en Finlande*». «*Maintenant il faut se rendre à Singapour pour voir ce qu'ils font*», observe Gabriela Ramos, directrice de cabinet du secrétaire général de l'OCDE.

Environ 8% des élèves sont catalogués comme très performants en sciences dans les pays de l'OCDE. Ces élèves «*possèdent suffisamment de connaissances et de compétences scientifiques pour les appliquer de manière créative et autonome dans un large éventail de situations, y compris des situations qui ne leur sont pas familières*». À Singapour, ils sont 24% à appartenir à cette élite. Comment expliquer une telle performance?

Les cours privés suivis par de nombreux élèves asiatiques après la journée

d'école expliqueraient en partie la bonne performance de cette région du monde. Mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi la qualité du corps professoral.

À Singapour, les enseignants «*sont évalués régulièrement, ont accès à de la formation continue et ont une formation initiale très développée*», souligne Eric Charbonnier, spécialiste de l'éducation à l'OCDE, interrogé par l'agence AFP. «*Dans les écoles en difficulté sont affectés des enseignants de qualité et les professeurs sont par ailleurs bien rémunérés par rapport aux autres métiers*».

Parti de rien, Singapour a investi, dès son indépendance en 1965, dans son système éducatif et dans la formation de ses enseignants. Dès le secondaire, l'éducation nationale repère les meilleurs élèves afin d'en faire, le cas échéant, des professeurs. Après avoir suivi une formation poussée, ceux-ci doivent faire preuve d'une implication très forte: leur journée type commence à 7 heures et se termine bien souvent après 17 heures.

J.-P.B.

EXERCICE**FAITES LE TEST PISA
ET MESUREZ VOS CONNAISSANCES**

Hélène vient de recevoir un nouveau vélo équipé d'un compteur kilométrique. Celui-ci renseigne Hélène sur la vitesse à laquelle elle roule et la distance qu'elle parcourt. Sur un trajet, Hélène a roulé 4 kilomètres en 10 minutes, puis 2 kilomètres pendant les 5 minutes suivantes. **Laquelle des affirmations suivantes est correcte?**

(1) Hélène a roulé plus vite les 10 premières minutes que les 5 minutes suivantes.

(2) Hélène a roulé à la même vitesse les

10 premières minutes et les 5 minutes suivantes.

(3) Hélène a roulé moins vite les 10 premières minutes que les 5 minutes suivantes. (4) Il est impossible de connaître la vitesse moyenne réalisée par Hélène.

Autre question: Hélène a rejoint la rivière à vélo, soit une distance de 4 kilomètres qui lui a pris 9 minutes. Pour le trajet retour, elle a pris un raccourci de 3 kilomètres qui lui a pris 6 minutes. Quelle a été la vitesse moyenne d'Hélène sur l'ensemble du trajet aller-retour?

Troisième question. La promenade gomba qui escalade une partie du Mont Fuji fait 9 kilomètres. Les promeneurs doivent rentrer de la balade de 18 kilomètres pour 8 heures du soir. Toshi estime qu'il peut escalader la montagne à 1,5 kilomètre par heure en moyenne et deux fois plus vite sur le chemin retour. Ces vitesses moyennes tiennent compte des temps de repos et des repas. Tenant compte des estimations de Toshi, à quelle heure doit-il partir au plus tard pour être rentré à 8 heures du soir?

Le petit coup de pouce à 600 millions de la BEI à la Communauté française

LE RÉSUMÉ

C'est signé: ce mardi, **Banque européenne d'investissement (BEI) et Communauté française** ont scellé un accord de prêt.

Les **600 millions d'euros** disponibles dans cette «ligne de crédit» serviront à financer un **programme d'investissements de 1,365 milliard**, étalé sur cinq ans.

Mais ne vous y trompez pas: **la Communauté française n'a pas mis la main sur un nouveau pactole.** L'opération est purement budgétaire.

Autrement dit, **elle se finance à moindre coût** auprès de la BEI, au lieu de passer par le marché.

BENOÎT MATHIEU

Il y avait de la symbolique dans l'air, ce mardi matin, dans cette école maternelle et primaire de Rixensart. 6 décembre oblige, Saint-Nicolas en personne est venu apporter le contrat scellant le pacte financier conclu entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Communauté française. «*Et cette école communale toute neuve, qui accueille plus de 350 enfants, a été en partie financée grâce aux 300 millions déjà accordés, en 2013, par la BEI à la Communauté française, explique André Flahaut (PS), à la tête du Budget de cette dernière. Quand on parle d'Europe, on entend souvent technocratie ou austérité. Mais ici, c'est l'Europe que l'on aime qui est à l'œuvre, celle qui apporte un soutien à l'autorité publique afin d'in-*

vestir dans des domaines fondamentaux.»

Cela avait été annoncé, c'est désormais officiel: la BEI et la Communauté ont conclu un accord de prêt de 600 millions d'euros, dont la première tranche de 400 millions a été signée hier. Ce qui rend l'opération exceptionnelle? Son ampleur, puisqu'il s'agit du plus gros montant jamais consenti par la BEI à la Belgique pour une opération unique. Et puis, contrairement au dernier prêt qui impliquait Belfius et CBC, celui-ci a été conclu sans passer par le moindre intermédiaire financier. «*Sur vingt ans, cela représente une économie comprise entre 18 et 20 millions, que l'on peut réinvestir!*», se félicite André Flahaut.

La force du «triple A»

Habituellement, quand elle se finance par emprunt ou émission d'obligations, la Communauté française bénéficie d'un taux un filin plus élevé (environ 25 points de base) que celui de l'État fédéral, via ses OLO, nous détaille sa direction Budget et Finances. En passant par la BEI, elle dispose d'un double avantage. Un, la BEI lui fait bénéficier, moyennant une petite marge, de ses propres conditions de financement, dopées par sa notation «triple A». «*Cela nous fait gagner au moins 25 points de base*». Deux, la flexibilité est au rendez-vous. Parce que les 600 millions sont une sorte de ligne de crédit dans laquelle la Communauté pourra «puiser» – à condition que cela serve à concrétiser un programme d'investissements pesant 1,365 milliard sur cinq ans. En optant, à chaque «prélèvement», pour les conditions (taux fixe ou variable?) qui lui siéent le mieux – sans toutefois dépasser l'échéance maximale de vingt ans. «*Et comme, dans le même temps, nous continuerons à nous financer sur le marché, cela nous aidera peut-être à négocier de meilleures conditions.*»

Attention. Il ne s'agit pas d'une nouvelle manne, tombée du ciel. La Communauté

française ne dispose pas d'un centime de plus; l'opération est purement budgétaire: on se finance à moindre coût auprès de la BEI au lieu de recourir au marché. Le programme d'investissements, lui, reste le même, fort de quelque 1.500 projets déjà sélectionnés.

Fin novembre, André Flahaut rappelait aux députés les grandes lignes de la répartition de ce copieux menu: 19% pour Bruxelles; 81% pour la Wallonie. L'enseignement se taille la part du lion: 27% pour les écoles communales et provinciales; 22% pour le réseau de la Communauté française; pas loin de 25% pour le «programme prioritaire des travaux» servant à financer les chantiers urgents; et 2,5% pour le réseau libre. Au total, environ 600.000 élèves devraient bénéficier d'une école rénovée, ou nouvelle – on parle ainsi de la construction d'un lycée pilote passif.

Les autres compétences ne sont pas oubliées. Près de 10% pour les infrastructures culturelles (il est notamment question du Botanique ou du Grand-Théâtre de Verviers); 6% pour les installations sportives (dont le centre Adeps de Blocry à Louvain-la-Neuve); 1,4% pour celles d'aide à la jeunesse. Sans oublier les 7,1% du programme dédiés à la recherche scientifique.

«C'est l'Europe que l'on aime qui est à l'œuvre, celle qui apporte un soutien à l'autorité publique, afin d'investir»

ANDRÉ FLAHAUT
MINISTRE DU BUDGET

